

gouvernement afin d'aider les sociétés canadiennes à devenir des partenaires internationaux encore plus prospères. Le gouvernement se préoccupe tout particulièrement du rôle joué par les petites et moyennes entreprises qui ont le potentiel de devenir des moteurs de croissance dans l'avenir, mais à qui manquent souvent la masse critique, les ressources financières ou la compétence technique qui leur permettraient de s'implanter sur les marchés étrangers. En collaboration avec le ministre de l'Industrie, j'ai entrepris un examen complet de cette question pour faire en sorte que nos petites et moyennes entreprises disposent des outils et du climat dont elles ont besoin pour être concurrentielles. Le financement des exportations et des entreprises, la fourniture de renseignements sur les marchés, la coordination des programmes gouvernementaux et la mise en commun des ressources du secteur privé sont toutes des questions qui sont à l'ordre du jour. En adoptant à l'égard de l'expansion du commerce une attitude qui soit plus influencée par le marché, en considérant le gouvernement comme une entité qui facilite le commerce plutôt qu'il ne le dirige, nous pouvons utiliser les signaux du marché pour nous aider à fixer nos véritables priorités commerciales.

Enfin, nous devons établir un climat économique national propice à une croissance fondée sur les exportations. Il est devenu banal de dire que la démarcation entre les questions nationales et internationales s'estompe de plus en plus. De même, la distinction entre les instruments de politique nationale et ceux de politique commerciale est dans bien des cas dénuée de sens. Il faut revoir les politiques sur la réglementation et la fiscalité qui entravent inutilement les secteurs d'exportation; il faut aussi réexaminer les systèmes et les restrictions qui font obstacle aux investissements internationaux constructifs. À mesure que l'économie mondiale devient de plus en plus ouverte, le Canada sera inévitablement exposé à des courants d'investissements plus importants et plus fluides. Nous devons faire en sorte que notre pays puisse attirer les investissements étrangers de haute qualité qui nous permettront de profiter des transferts de technologie, de nous approvisionner, en matériaux et en compétences, aux marchés planétaires et de rester au centre des relations et des alliances internationales.

Pourtant la vraie solution pour encourager les investissements productifs serait de réduire les déficits gouvernementaux. Ce n'est que grâce à une responsabilité financière accrue que nous pourrions réduire les pressions exercées sur les taux d'intérêt et de change, supprimer l'obligation d'augmenter encore les impôts et contribuer à rétablir la confiance des entrepreneurs et des investisseurs. La réduction du déficit, à son tour, peut ouvrir la voie à une politique monétaire moins restrictive, qui rendrait plus accessibles les capitaux nécessaires aux investissements et qui aiderait à remettre au travail les chômeurs canadiens. Pour promouvoir la croissance des exportations et la création